

Esthétique. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Bordeaux, Dijon, Lyon, Paris, Toulouse.

Sciences des religions. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Lyon, Nancy, Paris, Poitiers, Strasbourg.

Géographie. — Facultés des lettres et sciences humaines des dix-huit universités.

Histoire. — Facultés des lettres et sciences humaines des dix-huit universités.

Préhistoire. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Alger, Montpellier, Paris, Strasbourg, Toulouse.

Ethnologie. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Alger, Bordeaux, Caen, Lyon, Montpellier, Toulouse, Paris.

Etudes latines. — Facultés des lettres et sciences humaines des dix-huit universités.

Etudes grecques. — Facultés des lettres et sciences humaines de toutes les universités, sauf Dakar.

Etudes anglaises. — Facultés des lettres et sciences humaines des dix-huit universités.

Etudes nord-américaines. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Aix, Bordeaux, Caen, Dakar, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Strasbourg, Toulouse.

Etudes germaniques. — Facultés des lettres et sciences humaines de toutes les universités, sauf Dakar.

Etudes ibériques. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Alger, Bordeaux, Caen, Clermont, Dakar, Lyon, Montpellier, Poitiers, Paris, Strasbourg, Toulouse.

Etudes latino-américaines. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Bordeaux, Dakar, Montpellier, Paris, Poitiers, Rennes, Toulouse.

Etudes italiennes. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Aix, Alger, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Strasbourg.

Etudes islamiques. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Aix, Alger, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Paris.

Etudes africaines. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités d'Aix, Alger, Dakar, Paris.

Etudes orientales. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Lyon, Paris, Strasbourg.

Etudes extrême-orientales. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Lyon, Paris.

Etudes celtiques. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Paris, Rennes.

Etudes indiennes. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Lyon, Paris.

Etudes slaves. — Facultés des lettres et sciences humaines des universités de Bordeaux, Clermont, Dijon, Lille, Lyon, Nancy, Paris, Strasbourg.

Etudes basques. — Facultés des lettres et sciences humaines de l'université de Bordeaux.

Etudes politiques. — Faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Paris.

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 mars 1959.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HUBERT ROUSSELLIER.

Acquisition par l'Etat de terrains sis à Vitry et à Thiais.

Par arrêté du 14 avril 1959, est autorisée l'acquisition par l'Etat (ministère de l'éducation nationale) de terrains sis à Vitry (cadastre n° BD 7—333 et BD 10) et à Thiais (cadastre n° A 3—A 10) d'une superficie de 31.681 mètres carrés, en vue du regroupement des instituts de chimie du centre national de la recherche scientifique, pour le prix de 42 millions de francs.

Le directeur général du centre national de la recherche scientifique ou son délégué signera l'acte d'acquisition conjointement avec le directeur des domaines de la Seine.

Création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 27 septembre 1958 relatif à l'exercice des attributions concernant la jeunesse et les sports;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 9 janvier 1959 portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête:

Art. 1er. — Le présent arrêté est applicable aux activités physiques de plein air pratiquées sans compétition et énumérées ci-après:

Activités sous-marines, alpinisme, camping, cyclotourisme, descente de rivière, navigation à voile, ski, spéléologie.

Art. 2. — La formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air visées à l'article 1er ci-dessus est sanctionnée, aux différents degrés, par trois brevets délivrés par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports à la suite de stages ou d'examens organisés dans ses établissements ou sous son contrôle:

Brevet d'initiateur de plein air;
Brevet de moniteur de plein air;
Brevet d'instructeur de plein air.

Art. 3. — Le brevet d'initiateur de plein air est délivré aux candidats âgés de dix-huit ans au moins au 1er janvier de l'année en cours et remplissant les conditions suivantes:

Avoir suivi de façon satisfaisante, en une ou deux fois, un stage d'une durée minimum de quinze jours dans un centre agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports;

Avoir subi avec succès les épreuves d'un examen de fin de stage portant sur deux ou trois des activités visées à l'article 1er ci-dessus.

Art. 4. — Le brevet de moniteur de plein air est délivré aux candidats âgés de vingt ans au moins au 1er janvier de l'année en cours et remplissant les conditions suivantes:

Etre titulaire du brevet d'initiateur de plein air visé à l'article 3 ci-dessus et soit du brevet d'initiateur de club délivré par les fédérations dirigeantes des activités de plein air ou les organismes techniques nationaux de plein air agréés par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports, soit d'un certificat de stage délivré à l'issue d'un cours spécialisé organisé dans un centre agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports;

Avoir suivi de façon satisfaisante, en deux fois au moins, des stages totalisant une durée minimum de trois semaines dans un centre agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports;

Avoir subi avec succès les épreuves de l'examen de fin de stage.

Art. 5. — Le brevet d'instructeur de plein air est délivré aux candidats âgés de vingt-trois ans au moins au 1er janvier de l'année en cours et remplissant les conditions suivantes:

Etre titulaire du brevet de moniteur de plein air;

Avoir suivi de façon satisfaisante un stage de perfectionnement d'une durée de quinze jours dans un centre agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Art. 6. — Le présent arrêté n'est pas applicable aux personnes dont l'activité est visée par les lois du 18 février 1948 sur les sports de montagne.

Art. 7. — Les programmes et les modalités des examens prévus par le présent arrêté seront fixés par arrêtés.

Art. 8. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 mai 1959.

Pour le ministre de l'éducation nationale:
Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Dates des épreuves de la première session du baccalauréat de l'enseignement secondaire dans l'académie d'Alger en 1959.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 7 août 1927 modifié relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du 6 mars 1928 (art. 1er) relatif aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du 11 février 1959 fixant les dates des épreuves de la première session du baccalauréat de l'enseignement secondaire dans l'académie d'Alger, en 1959,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 11 février 1959 est modifié comme suit:

« Dans l'académie d'Alger, la première session des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire commencera en 1959 au plus tôt le mercredi 10 juin »

Art. 2. — Le recteur de l'académie d'Alger est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1959.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
HUBERT ROUSSELLIER.

Concours pour le recrutement de sous-bibliothécaires.

Le Premier ministre et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 29 de la loi de finances n° 51-593 du 21 mai 1951;

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat;

Vu l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959;

Vu le décret n° 58-1389 du 31 décembre 1958 portant répartition des crédits ouverts pour 1959 au titre du ministère de l'éducation nationale;